

**LE MARXISME**

**ET LE PROBLÈME DE**

**L'ÉMANCIPATION DE LA FEMME**

**Cecília Toledo est militante du PSTU  
et membre de la Commission des Femmes,  
de la Ligue Internationale des Travailleurs  
Quatrième Internationale**

Cet article est paru dans l'édition espagnol de la revue  
*Le Marxisme Vivant* n°12, en décembre 2005  
A retrouver sur [www.marxismalive.org](http://www.marxismalive.org)

Edition française :

Ligue Communiste des Travailleurs  
Section belge de la  
Ligue Internationale des Travailleurs – Quatrième Internationale (LIT-QI)  
août 2006

[www.lct-cwb.be](http://www.lct-cwb.be)                      [www.litci.org](http://www.litci.org)  
éd.resp. J.Talpe rue de l'Elan 73 - B1170

0,5 €

## Introduction

Une étude, même brève, sur la manière dont le problème de l'oppression de la femme a été vu dans les rangs marxistes révolutionnaires depuis la Ière Internationale, nous mène à deux constatations. D'abord, contrairement à ce qu'affirment ses détracteurs, le marxisme a toujours été préoccupé par la question de la femme, depuis ses débuts il y a plus de 150 ans. Il a cherché la politique la plus juste pour ce problème dans le cadre de la division de la société en classes, ce qui le différencie justement des courants réformistes et bourgeois. C'est pourquoi les courants qui accusent le marxisme de ne pas se préoccuper de la question de la femme sont, en vérité, contre l'analyse matérialiste de l'oppression de la femme, contre la nécessité d'un parti marxiste révolutionnaire pour organiser la classe ouvrière afin de détruire le capitalisme et mettre un terme à l'oppression de la femme.

La seconde constatation est que la question de la femme a toujours été polémique dans le mouvement socialiste, où les marxistes faisaient face aux formes les plus diverses de réformisme, justement parce que c'est une de ces questions qui mettent le plus en évidence la division de la société en classes. Le problème de l'oppression de la femme est-il une question des femmes ou de la classe ouvrière ? Jusqu'à quel point peut aller l'unité entre les femmes travailleuses et les femmes bourgeoises ? Est-il possible de résoudre le problème de l'oppression de la femme dans le capitalisme ? La racine du problème est-elle culturelle, une question de genre, d'oppression sur un secteur de la société, ou économique, avec un fondement dans la division de la société entre producteurs et possesseurs de richesse ? Ces questions, et d'autres, ont toujours traversé les grandes polémiques qui eurent lieu dans les Internationales et dans le mouvement socialiste, et la réponse que chaque secteur leur donnait, fût-il marxiste ou non, démontrait en dernière instance du côté de quelle classe il se plaçait.

### Le Manifeste Communiste : un premier pas

Le Manifeste Communiste, écrit en 1848 par Marx et Engels, commençait par questionner la famille bourgeoise. En répondant à ceux qui accusaient les communistes de vouloir mettre un terme à l'institution familiale bourgeoise, dans laquelle la femme est soumise au rôle de simple instrument de production, Marx faisait valoir :

*« Sur quelle base repose la famille bourgeoise actuelle ? Sur le capital, le profit individuel. La famille n'existe, sous sa forme achevée, que pour la bourgeoisie; mais elle a pour corollaire l'absence de toute famille et la prostitution publique auxquelles sont contraints les prolétaires. (...) Les déclamations de la bourgeoisie sur la famille et l'éducation, sur les doux liens qui unissent l'enfant à ses parents, sont de plus en plus écœurants à mesure que la grande industrie détruit tout lien de famille pour le prolétaire et transforme les enfants en simples articles de commerce, en simples instruments de travail. (...) Dans sa femme, le bourgeois ne voit qu'un simple instrument de production. Il entend dire que les instruments de production doivent être exploités en commun et conclut naturellement que les femmes elles-mêmes partageront le sort commun de la socialisation. Il ne soupçonne pas qu'il s'agit précisément d'arracher la femme à son rôle actuel de simple instrument de production. Rien de plus grotesque, d'ailleurs, que l'horreur ultra-morale qu'inspire à nos bourgeois la prétendue communauté officielle des femmes que professeraient les communistes. Les communistes n'ont pas besoin de l'introduire, elle a presque toujours existé. Nos bourgeois, non contents d'avoir à leur disposition les femmes et les filles de leurs prolétaires, sans parler de la prostitution officielle, se font le plus grand plaisir de débaucher leurs épouses respectives. Le mariage bourgeois est, en réalité, la communauté des femmes mariées. Tout au plus pourrait-on donc accuser les communistes de vouloir mettre à la place d'une communauté de femmes hypocritement dissimulée une communauté franche et officielle. Il est évident, du reste, qu'avec l'abolition des rapports de production actuels, disparaîtra la communauté des femmes qui en découle, c'est-à-dire la prostitution officielle et non officielle ».*

La ligne de partage établie ici et dans tous les documents ultérieurs de Marx et d'Engels, au sujet de la femme, est celle qui existe entre le socialisme utopique et le socialisme scientifique. Les socialistes utopiques pré-marxistes, comme Fourier et Owen, furent aussi d'ardents défenseurs de l'émancipation de la femme. Mais leur socialisme, comme leurs théories sur la famille et la femme, était basé sur des principes moraux et des désirs abstraits, et non sur une compréhension des lois de l'histoire et de la lutte de classes basée sur la croissance de la capacité productive de l'humanité.

Le marxisme a fourni, pour la première fois, une base matérialiste scientifique non seulement pour le socialisme, mais aussi pour la cause de la

libération de la femme. Il a exposé les racines de l'oppression de la femme, sa relation avec un système de production basé sur la propriété privée et une société divisée entre une classe qui possède des richesses et une autre productrice de richesses. Le marxisme a expliqué le rôle de la famille dans la société de classes comme un contrat économique, et sa fonction primordiale de perpétuer le capitalisme et l'oppression de la femme. Plus que cela : il a ouvert le chemin de la libération de la femme. Il a expliqué comment l'abolition de la propriété privée fournirait les bases matérielles pour transférer à l'ensemble de la société toutes les responsabilités sociales qui retombent aujourd'hui sur la famille individuelle, comme les soins des enfants, des personnes âgées, des malades, l'alimentation, l'habillement et l'éducation. Libérées de ces charges, les femmes pourront rompre avec la servitude domestique et cultiver pleinement leurs capacités comme membres créatifs et productifs de la société, et non seulement comme reproductrices. La contrainte économique sur laquelle repose la famille dans la société bourgeoise, comme nous la connaissons aujourd'hui, disparaîtra et les relations humaines seront transformées en relations libres, de personnes libres.

Ainsi, le marxisme a éliminé le caractère utopique du socialisme et de la lutte pour la libération de la femme, en démontrant que le capitalisme lui-même engendre une force, le prolétariat, assez puissante pour le détruire. Pour la première fois, les socialistes pouvaient arrêter de rêver d'une société nouvelle et meilleure et commencer à s'organiser pour l'obtenir.

### **La question de la femme dans la I<sup>ère</sup> Internationale (1864)**

La Première Internationale a été fondée par Marx et Engels en 1864. Elle répondait à la nécessité pratique des travailleurs européens de s'organiser, puisque la bourgeoisie était en train d'unifier économiquement tout le continent. Initialement, la I<sup>ère</sup> Internationale n'avait pas un programme clairement marxiste (elle comprenait aussi les anarchistes), mais déjà dans ses premiers pas, elle définît sa position par rapport à la cause de l'émancipation de la femme. Contre toutes les coutumes de l'époque, l'Association Internationale des Travailleurs, comme elle se nommait, a choisi une femme pour son Conseil Général, la syndicaliste anglaise Henriette Law.

Ce fut un pas si important que Marx rapporte avoir reçu de nombreuses lettres de femmes

voulant s'affilier à l'Internationale, à tel point qu'il a personnellement présenté une motion au Conseil Général pour qu'on organise des sections spéciales de femmes travailleuses dans les usines et les zones industrielles des villes où il y avait de grandes concentrations de travailleurs, tout en alertant que cela ne devait, en aucune manière, interférer dans la construction de sections mixtes.

De 1865 jusqu'à la moitié des années 1880, le mouvement socialiste en Allemagne était divisé entre les partisans de Ferdinand Lasalle, et les marxistes dirigés par Wilhelm Liebknecht et August Bebel. En 1875, les deux groupes se sont unis en un seul parti, le SPD (Parti Social-démocrate Allemand, le plus grand parti socialiste de la période précédant la I<sup>ère</sup> Guerre Mondiale), mais ils ont maintenu de sérieuses divergences à l'intérieur de l'organisation. La question de la femme fut une de ces différences. Les lasalliens (partisans de Ferdinand Lasalle) s'opposaient à exiger l'égalité de droits pour la femme comme une partie du programme du parti. Ils jugeaient que les femmes étaient des créatures inférieures, dont le lieu prédestiné était la maison. Pour eux, la victoire du socialisme, assurant au mari un salaire adéquat pour approvisionner toute la famille, les ferait retourner à leur *habitat* naturel, puisqu'elles ne devraient pas travailler pour un salaire. Les premiers programmes des sociaux-démocrates allemands exigeaient à peine « *de pleins droits politiques pour les adultes* », en laissant ambiguë la question de savoir si la femme était ou non considérée comme adulte.

L'idéologie selon laquelle « *le lieu de la femme est la maison* » a eu comme un de ses plus grands promoteurs le penseur français Proudhon, dont les idées se répercutèrent dans les syndicats et également parmi les dirigeants de la I<sup>ère</sup> Internationale. Ce dernier défendait ardemment des idées très semblables à celles des Pères de l'Eglise, les théologiens qui ont construit la théologie du catholicisme au Moyen-Âge. Respecté dans les milieux politiques, y compris ceux de gauche, et parmi les intellectuels et les ouvriers de toute l'Europe, Proudhon défendait l'idée que la fonction de la femme était la procréation et les tâches domestiques. Celle qui travaillait (hors de la maison) volait le travail de l'homme. Il est arrivé à proposer que le mari ait le droit de vie ou de mort sur sa femme, pour désobéissance ou mauvais caractère, et démontrait, par une relation arithmétique, l'infériorité du cerveau féminin par rapport au masculin.

Les préjugés contre les femmes ont empoisonné à un tel point le mouvement ouvrier qu'en 1867, les dirigeants de l'Internationale Socialiste furent capables de faire la déclaration solennelle suivante :

« *Au nom de la liberté de conscience, au nom de l'initiative individuelle, au nom de la liberté des mères, nous devons extraire de l'usine qui la démoralise et la tue, cette femme que nous rêvons libre (...) La femme a pour but essentiel celui d'être mère de famille, elle doit rester au foyer, le travail doit lui être interdit* ».

Et en 1875 au Congrès de Gotha, les socialistes allemands, sensibles aux idées de Proudhon, s'opposent au groupe marxiste dirigé par Bebel, qui voulait inscrire dans le programme du parti l'égalité de l'homme et de la femme. Le Congrès a mis en échec Bebel en affirmant que « *les femmes ne sont pas préparées pour exercer leurs droits* ».

En 1866, Marx présente à l'Internationale Socialiste une résolution en faveur du travail des enfants et des femmes, avec la condition qu'il soit réglementé par la loi. Il pensait que le travail ne peut être séparé de l'éducation et était bénéfique pour les êtres humains. Dans le *Capital*, Marx écrit que :

« *Si les effets immédiats (du travail des enfants et des femmes) sont terribles et répugnants, cela n'empêche pas pour autant de contribuer à donner aux femmes, aux jeunes et aux enfants des deux sexes une part importante dans le processus de production, hors du milieu domestique, dans la création de nouvelles bases économiques, nécessaires pour une forme plus élevée de famille et de relation entre les deux sexes* ».

Bien qu'avec d'autres mots, Engels dit la même chose dans son célèbre texte sur l'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat :

« *Il apparaît que l'émancipation de la femme, son égalité de condition avec l'homme est, et continue à être impossible, tant que la femme restera exclue du travail social productif et devra se limiter au travail privé domestique (...). La libération de la femme a comme condition première son incorporation dans l'industrie publique* ».

Jusqu'à la moitié du 19<sup>ème</sup> siècle, l'idée selon laquelle la femme doit rester à la maison n'a presque pas évolué, mais la réalité se montra encore une fois plus forte : en dépit de toute l'idéologie, la femme travaillait parce qu'elle avait besoin de survivre.

En 1883, August Bebel publia le livre *La femme et le socialisme*, qui contribua beaucoup au débat

sur la question de la femme. Bien que sorti une année avant le livre d'Engels, *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, le travail de Bebel est principalement un développement des idées d'Engels. Il explique les racines profondes de l'oppression de la femme, les formes qu'elle a adoptées tout au long des siècles, la signification, historiquement progressive, de l'intégration de la femme dans la production industrielle et la nécessité de la révolution socialiste pour ouvrir le chemin à la libération de la femme. Le livre fit sensation non seulement en Allemagne, mais aussi dans toute l'Europe, et aida dans la formation de plusieurs générations de marxistes.

Quant au livre d'Engels, il est devenu un classique qui, jusqu'à aujourd'hui, guide les discussions sur l'origine de l'oppression de la femme. Socialiste scientifique, Engels est parti des découvertes historiques faites jusqu'alors sur l'origine de l'oppression de la femme, de la famille et du mariage. Les premiers historiens, parmi lesquels Bachofen et Morgan, qui développèrent leurs enquêtes au 19<sup>ème</sup> siècle, affirmèrent que la femme ne fut pas toujours opprimée et qu'il y eut, dans certaines sociétés primitives, une période de matriarcat, c'est-à-dire de prédominance de la femme dans les tribus. Ces affirmations furent si révolutionnaires pour l'époque qu'elles provoquèrent un véritable scandale dans les sociétés conservatrices et surtout parmi les religieux. Marx et Engels donnèrent une grande importance à ces découvertes, qu'ils incorporèrent dans leurs études sur l'apparition de la propriété privée des moyens de production. C'est sur la base de ces découvertes qu'Engels a écrit *L'Origine de la Famille, de la Propriété Privée et de l'Etat*, publié en 1884, une oeuvre qui servi d'incitation pour que le mouvement révolutionnaire se mette à intégrer en son sein la lutte pour l'émancipation de la femme.

Les découvertes faites par l'anthropologie du 20<sup>ème</sup> siècle nous permettent de conclure que la monogamie n'est pas apparue avec la propriété privée, comme le croyait Engels, mais avant elle, déjà avec l'exploitation. La propriété privée a seulement accentué de manière brutale l'oppression de la femme, et l'a consolidée. Toutefois, le grand mérite d'Engels a été d'associer l'apparition de l'oppression de la femme à une cause économique et non pas naturelle ou psychique. Pour lui, l'apparition de la monogamie n'a d'aucune manière été le fruit de l'amour sexuel individuel, mais une pure convention. Ce fut la première forme de famille qui eut comme base des conditions sociales

et non naturelles. Et elle fut surtout le triomphe de la propriété individuelle sur le communisme primitif spontané.

Engels a défini l'abolition du droit maternel comme « *la grande défaite du genre féminin* ».

*« Même à la maison, ce fut l'homme qui prit en main le gouvernail; la femme fut dégradée, asservie, elle devint esclave du plaisir de l'homme et simple instrument de reproduction. Cette condition avilie de la femme, telle qu'elle apparaît notamment chez les Grecs de l'époque héroïque, et plus encore de l'époque classique, on la farde graduellement, on la pare de faux semblants; mais elle n'est point du tout supprimée ».*

Prépondérance de l'homme dans la famille et procréation d'enfants qui ne pouvaient seulement être que les siens et destinés à être ses héritiers. Dans tout le reste, le mariage était une charge, un devoir. Engels rappelle que :

*« Le mariage conjugal fut un grand progrès historique, mais il ouvre en même temps, à côté de l'esclavage et de la propriété privée, cette époque qui se prolonge jusqu'à nos jours et dans laquelle chaque progrès est en même temps un pas en arrière relatif, puisque le bien-être et le développement des uns sont obtenus par la souffrance et le refoulement des autres. Le mariage conjugal est la forme-cellule de la société civilisée, forme sur laquelle nous pouvons déjà étudier la nature des antagonismes et des contradictions qui s'y développent pleinement ».*

Il est vrai que les découvertes faites par l'anthropologie du 20<sup>ème</sup> siècle remettent à jour l'œuvre d'Engels et en corrigèrent certaines imprécisions, mais elle continue d'être la base du programme marxiste par rapport à la femme car elle rejette la conception bourgeoise selon laquelle celle-ci naît opprimée et que la cause de l'oppression est son infériorité naturelle par rapport à l'homme. Engels démontre que la cause de l'oppression de la femme est fondamentalement économique et non historique et que, par conséquent, il est nécessaire de transformer la société pour y mettre fin.

### La femme dans la II<sup>ème</sup> Internationale (1889)

Si la I<sup>ère</sup> Internationale a signifié la conquête de l'avant-garde prolétarienne pour le marxisme, la II<sup>ème</sup> Internationale a rapproché des millions de travailleurs à ces conceptions. Ce fut l'Internationale la plus caractéristique de l'ère réformiste, car il s'agit de la période où le plus de concessions, comme les vacances, les augmentations salariales, la législation sociale et

du travail, etc. furent gagnées. Par rapport à la question de la femme, la lutte pour des droits démocratiques (égalité politique, droit d'affiliation aux partis et droit de vote) fut celle qui agita le plus la II<sup>ème</sup> Internationale.

La lutte suffragette, entamée aux Etats-Unis, fut la première lutte féministe internationaliste. Elle a rassemblé des femmes de plusieurs pays du monde et incorporé les méthodes traditionnelles de lutte de la classe ouvrière, telles que les marches massives, les assemblées, les grèves de la faim et les confrontations brutales avec la police, dans lesquelles beaucoup d'activistes furent emprisonnées et assassinées.

Dans le camp socialiste, la lutte suffragette fut dirigée par la II<sup>ème</sup> Internationale, divisée entre les réformistes, qui défendaient le droit de vote seulement pour les hommes (ils croyaient que les femmes voteraient pour les partis catholiques réactionnaires) et les marxistes, défenseurs du vote universel. La dirigeante politique féministe marxiste la plus importante de la II<sup>ème</sup> Internationale, ainsi que de la III<sup>ème</sup>, fut Clara Zetkin, membre du SPD. Au Congrès de Stuttgart, en 1907, elle défendit la position des marxistes, qui a été gagnante. La II<sup>ème</sup> Internationale lança une campagne internationale pour le suffrage féminin, avec des mobilisations de masses dans divers pays.



Clara Zetkin

Le parti le plus important de la II<sup>ème</sup> Internationale était le SPD qui, en 1891, année où l'aile gauche parvint à approuver un programme essentiellement marxiste, s'est mis à exiger des droits politiques pour tous, indépendamment du

sexe, et l'abolition de toutes les lois qui discriminaient la femme.

Après que les lassaliens aient cessé d'exister comme tendance dans le SPD, un nouveau courant réformiste, qui faisait pression pour l'adaptation au statu quo capitaliste, fit son apparition dans le parti. Clara Zetkin, de l'aile gauche marxiste, a dirigé le mouvement socialiste de la femme pendant toute la période précédant la guerre et a combattu, à l'intérieur du SPD, pour développer une perspective révolutionnaire sur la lutte pour l'émancipation de la femme. En 1914, quand la majorité de la direction du SPD capitule devant l'impérialisme allemand et vote pour la défense de sa « propre » bourgeoisie dans la Première Guerre Mondiale, Clara Zetkin fut l'une des rares dirigeantes du parti, avec Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, à rompre avec le SPD et à maintenir une position internationaliste révolutionnaire.

Dans les années 1890, le SPD s'est d'abord concentré sur l'organisation syndicale des femmes et a obtenu quelques conquêtes importantes. En 1896, sur proposition de Clara Zetkin, le parti approuva une motion pour entamer le développement d'organisations spéciales pour une activité politique plus vaste entre les femmes. En plus de travailler pour les objectifs généraux du parti, elles se concentrèrent sous des drapeaux féministes, comme l'égalité politique, une législation de protection pour la femme au travail, l'éducation et la protection pour les enfants et l'éducation politique pour les femmes.

Jusqu'en 1908, presque partout en Allemagne, l'affiliation à tout groupe politique était interdite aux femmes. Pour contourner cette interdiction, le SPD a organisé des dizaines de « sociétés pour l'auto-éducation des travailleuses », des organisations libres qui, bien que partiellement hors des limites du parti, lui étaient étroitement attachées. A partir de 1900, des conférences semestrielles de femmes socialistes sont désormais organisées, pour unifier ces groupes et leur donner une direction.

Après 1908, les femmes purent s'affilier légalement au SPD, et elles le firent dans les organisations spéciales des femmes du parti. Mais elles continuèrent à maintenir leur propre journal, *Égalité*, dirigé par Clara Zetkin. Celui-ci fut un des journaux féminins les plus importants dans le monde, dont la diffusion dépassait les 100 mille exemplaires jusqu'en 1912.

Toutefois, malgré ces avancées, les revendications féministes ne devinrent réalité pour

la première fois qu'en Russie, avec la révolution de 1917.

### **La Révolution Russe et la femme**

La révolution socialiste en Russie a également signifié une révolution dans la situation de la femme dans le monde entier. Pour la première fois, un pays prenait des mesures concrètes pour atteindre l'égalité entre hommes et femmes.

La femme russe a pris une part active dans tout le processus révolutionnaire, malgré (et, qui sait, à cause de) l'énorme charge d'oppression séculaire et brutale qui pesait sur ses épaules, surtout parmi les femmes paysannes. Mais le tourbillon révolutionnaire a poussé la femme ouvrière russe en première ligne; à cette époque déjà elle avait un rôle décisif dans la production, concentrée dans les grandes usines.

Bien qu'il ne soit pas toujours facile de trouver les citations, l'histoire de la révolution est pleine d'exemples sur l'abnégation, la ténacité et la rage démontrées par les travailleuses russes au cours de ces journées terribles et décisives.

La révolution de février 1917 (antichambre de la révolution décisive d'octobre) débuta le Jour International de la Femme, avec des manifestations massives de femmes à Petrograd contre la misère provoquée par la participation de la Russie dans la Première Guerre Mondiale. La guerre avait poussé la femme russe sur le marché du travail et, en 1917, le tiers de la main d'œuvre industrielle de Petrograd était des femmes. Dans les secteurs de la production textile de la région industrielle du centre, ce pourcentage s'élevait à 50%, voire plus.

Les diverses tendances politiques se disputaient assidûment le militantisme féminin. Tant les bolcheviks que les mencheviks avaient des journaux spéciaux pour la femme travailleuse, comme *Rabotnitsa*, publié par les bolcheviks et *Golos Rabotnitsy* des mencheviks. Les « socialistes-révolutionnaires » (SR), qui combattaient pour une démocratie bourgeoise en Russie, ont pour leur part proposé la création d'une « union des organisations démocratiques de femmes », qui unirait les syndicats et les partis sous le drapeau d'une république démocratique. C'est pendant cette période qu'est apparue la *Ligue pour les Droits Égaux pour la Femme* qui exigeait le droit de vote pour les femmes et accompagnait la bataille que celles-ci menaient dans le monde entier pour leurs droits civils.

Mais en Russie, avec la révolution socialiste, les femmes conquièrent beaucoup plus que des droits démocratiques. Pour la première fois, un pays

légiféra sur l'égalité du salaire féminin et masculin pour le même travail. A la fin de la Seconde Guerre, contrairement à ce qui s'est passé dans les pays capitalistes, en URSS, la main d'œuvre féminine fut conservée et des moyens furent recherchés pour que les femmes aient une plus grande qualification. Il y avait des femmes dans tous les secteurs de la production : dans les mines, dans la construction civile, dans les ports, bref, dans toutes les branches de la production industrielle et intellectuelle.

Toutefois, peu après la prise du pouvoir par les soviets, la question de la femme s'est confrontée durement avec la réalité. De fait, ce fut la première fois dans l'histoire que cette question passa de la discussion à la pratique.

Dans un pays comme la Russie, arriéré par rapport aux questions morales et culturelles, avec une charge énorme de préconceptions enracinées depuis des siècles (ce qui caractérise, en général, les pays principalement paysans), la question de l'émancipation de la femme assumait, dans ces moments difficiles pour le jeune Etat ouvrier, des caractéristiques aussi complexes que beaucoup d'autres aspects relatifs à la transformation vers le socialisme.

C'est pourquoi, Lénine et Trotsky, ensemble avec beaucoup de femmes dirigeantes, se consacraient à « expliquer patiemment » aux masses, surtout aux femmes, quelles étaient les tâches générales du mouvement ouvrier féminin de la République soviétique, mais en plus, ils n'attendaient pas pour prendre les premières mesures sur ce terrain et modifier la situation humiliante à laquelle était soumise la femme russe depuis des siècles.

Cette tâche revêtait deux aspects fondamentaux :

1) l'abolition des vieilles lois qui plaçaient la femme en situation d'inégalité par rapport à l'homme.

2) la libération de la femme des tâches domestiques, libération exigée par une économie collective dans laquelle elle prendrait part avec des conditions égales à celles de l'homme.

En ce qui concerne le premier aspect, l'Etat Ouvrier concrétisa, dès les premiers mois de son existence, le changement le plus radical dans la législation relative à la femme. Toutes les lois qui plaçaient la femme dans une situation d'inégalité par rapport à l'homme furent abolies, dont celles relatives au divorce, aux enfants naturels et à la pension alimentaire. Tous les privilèges liés à la propriété, qui étaient maintenus au bénéfice de

l'homme dans le droit familial, furent également abolis. La Russie soviétique a ainsi fait plus pour l'émancipation de la femme dans ses premiers mois d'existence que le plus avancé des pays capitalistes au cours de tous les temps.

Des décrets furent introduits et établissaient la protection légale pour les femmes et les enfants qui travaillaient, l'assurance sociale et l'égalité de droits pour les femmes par rapport au mariage.

Avec l'action politique du Zhenotdel, le département féminin du parti Bolchevik, les femmes ont conquis le droit à l'avortement légal et gratuit dans les hôpitaux de l'Etat. Mais on ne favorisait pas la pratique de l'avortement et celui qui percevait de l'argent pour le pratiquer était puni. La prostitution et son utilisation étaient décrites comme « *un crime contre les liens de camaraderie et de solidarité* », mais le Zhenotdel proposa qu'il n'y ait pas de peines légales pour ce crime. On a essayé d'attaquer les causes de la prostitution en améliorant les conditions de vie et de travail des femmes et on entama une vaste campagne contre les « résidus de la morale bourgeoise ».

La première Constitution de la République soviétique, promulguée en juillet 1918, donna à la femme le droit de voter et d'être élue pour des postes publiques. Toutefois, l'égalité devant la loi n'est pas encore l'égalité de fait. Pour la pleine émancipation de la femme, pour son égalité effective par rapport à l'homme, il faut une économie qui la libère du travail domestique et dans laquelle elle prend part de manière égalitaire par rapport à l'homme. L'essence du programme bolchevik pour l'émancipation de la femme était sa libération finale du travail domestique au moyen de la socialisation de ces tâches. En juillet 1919, Lénine insistait sur le fait que le rôle de la femme dans la famille était la clé de son oppression :

*« Indépendamment de toutes les lois qui émancipent la femme, celle-ci continue à être une esclave, parce que le travail domestique l'opprime, l'étrangle, la dégrade et la limite à la cuisine et aux soins des enfants; elle gaspille sa force dans des travaux improductifs, sans perspective, qui épuisent ses nerfs et la rendent idiote. C'est pourquoi, l'émancipation de la femme, le vrai communisme, commencera seulement quand commencera une lutte sans merci, dirigée par le prolétariat, propriétaire du pouvoir de l'Etat, contre cette nature du travail domestique ou, mieux, quand sera entamée la transformation totale de ce travail dans une économie à une grande échelle. »*

Dans le contexte russe de l'époque, cela était la partie la plus difficile de la construction du socialisme et qui requérait le plus de temps pour se concrétiser. L'Etat Ouvrier commença par créer des institutions comme les cantines et les garderies modèle pour libérer la femme du travail domestique. Et c'était justement les femmes qui s'engageaient le plus dans leur organisation. Ces institutions, instruments de libération de la femme de leur condition d'esclave domestique, apparaissaient dans tous les domaines où c'était possible. Mais même ainsi, leur nombre était insuffisant pour répondre à toutes les nécessités.

La Russie était en guerre civile, attaquée par ses ennemis, et les femmes ont dû assumer avec les hommes les tâches de la guerre et de la défense de l'Etat Ouvrier. Beaucoup de ces institutions furent parfaitement créées et fonctionnèrent, démontrant leur succès et la nécessité de leur maintien et de leur expansion.

D'autre part, les dirigeants soviétiques, Lénine en premier, appelaient les femmes à prendre une part de plus en plus grande dans la gestion des entreprises publiques et dans l'administration de l'Etat. Ils appelaient aussi à ce qu'elles soient candidates pour être déléguées dans les soviets. En mars 1920, dans un discours d'hommage au Jour International de la Femme, Lénine s'est adressé ainsi aux femmes russes :

*« Le capitalisme coordonne l'égalité de pure forme et l'inégalité économique et, par conséquent, sociale. (...) Et l'une des manifestations les plus choquantes de cette inconséquence (du capitalisme) est l'inégalité de la femme et de l'homme. Aucun Etat bourgeois, si progressiste, républicain, démocratique soit-il, n'a reconnu l'entière égalité des droits de l'homme et de la femme. La République Soviétique de Russie a, par contre, balayé d'un seul coup toutes les traces juridiques sans exception de l'infériorité de la femme, et a assuré aussi d'un seul coup à la femme l'égalité complète, au regard de la loi ».*

Lénine rappelle qu'on a l'habitude de dire que le niveau d'un peuple se caractérise le mieux par la situation juridique de la femme. Sous ce point de vue, seule la dictature du prolétariat, seul l'Etat socialiste, peuvent atteindre et atteignent le degré le plus haut de culture. Toutefois, cela n'est pas suffisant. Le mouvement ouvrier féminin russe ne s'est pas contenté d'une égalité purement formelle et a assumé une tâche longue et difficile, parce qu'elle exige une transformation radicale de la technique sociale et des coutumes, et nécessite un combat pour l'égalité économique et sociale de la

femme, en la faisant prendre part au travail productif social, en la libérant de l'esclavage domestique qui est toujours improductif et abrutissant.

### **Les résolutions de la III<sup>ème</sup> Internationale et la question de la femme (1919)**

La Troisième Internationale est apparue à la chaleur de la Révolution Russe et son programme par rapport à la question de la femme a incorporé les expériences soviétiques. Dans le livre *Mémoires de Lénine*, Clara Zetkin expose les positions de Lénine sur la question de la femme, manifestées à l'occasion de deux de leurs rencontres à Moscou, en 1920. Elle était chargée d'élaborer la résolution sur le travail entre les femmes, qui devait être présentée au Troisième Congrès de l'Internationale, en 1921, et qui fut discutée avec Lénine.

Tout d'abord, Lénine a insisté sur le fait que la résolution devrait souligner « *la connexion inébranlable entre la position humaine et sociale de la femme et la propriété privée des moyens de production* ». Pour changer les conditions d'oppression de la femme au sein de la famille, les communistes doivent s'efforcer à unir le mouvement de la femme avec « *la lutte de la classe prolétarienne et la révolution* ».

Par rapport aux questions organisationnelles, la polémique qui parcourait le parti portait sur la question de savoir si les femmes devaient ou non être organisées de manière séparée. Sur ce sujet, Lénine rappelait que :

*« Nous déduisons nos idées organisationnelles de nos conceptions idéologiques. Nous ne voulons pas d'organisations séparées de femmes communistes. Une communiste est membre du parti comme le communiste. Ils ont les mêmes droits et devoirs. Toutefois, nous ne devons pas fermer les yeux sur les faits. Le parti doit disposer d'organismes (de groupes de travail, commissions, comités, sections, peut importe le nom) avec l'objectif spécifique de réveiller les vastes masses de femmes. »*

Clara Zetkin a signalé le fait que beaucoup de membres du parti l'ont accusée, pour avoir fait des propositions semblables, de commettre une déviation sociale-démocrate étant donné que les partis communistes, s'ils accordaient l'égalité aux femmes, devaient alors développer leur travail sans différenciation aucune parmi les travailleurs en général. Lénine a fait valoir que la « *pureté des principes* » ne peut pas entrer en contradiction avec les nécessités historiques de la politique

révolutionnaire. Tout ce discours s'effondre devant les nécessités imposées par la réalité. Se demandant pourquoi il n'y avait nulle part un nombre égal d'hommes et de femmes dans le parti, même en Russie Soviétique, et pourquoi le nombre de femmes dans les syndicats était si faible, il défendit la nécessité de mettre en avant les revendications spéciales en faveur de toutes les femmes, les travailleuses et les paysannes et, y compris des femmes des classes possédantes, qui souffrent aussi dans la société bourgeoise.

Enfin, Lénine critiqua les sections nationales de l'Internationale Communiste qui adoptaient une attitude passive, d'attente pour voir quand arriverait le moment de créer un mouvement massif de femmes travailleuses sous la direction communiste. Il attribuait la faiblesse du travail sur la question de la femme dans l'Internationale à la persistance d'idées machistes qui menaient à sous-estimer l'importance vitale de construire un mouvement de masses de la femme. C'est pourquoi il croyait que la résolution pour le Troisième Congrès Mondial de l'Internationale Communiste était très importante.

La résolution adoptée en juin 1921 traitait des aspects politiques et organisationnels de l'orientation de l'Internationale. Par rapport aux aspects politiques, la *Thèse sur le travail de propagande parmi les femmes* souligne la nécessité de la révolution socialiste pour obtenir la libération de la femme, et la nécessité que les partis communistes conquièrent le soutien des masses de femmes s'ils veulent conduire la révolution socialiste à la victoire. Aucun des deux objectifs ne peut être obtenu sans l'autre. Si les communistes échouent dans la tâche de mobiliser les masses de femmes du côté de la révolution, les forces politiques réactionnaires s'efforceront de les organiser contre eux.

La résolution affirme aussi « *qu'il n'y a pas de questions féminines spéciales* ». En disant cela, elle ne veut pas dire qu'il n'y ait pas de problèmes qui affectent spécialement les femmes ni qu'il n'y ait pas de revendications spéciales autour desquelles les femmes peuvent être mobilisées. Elle signifie seulement qu'il n'y a pas des problèmes qui affectent la femme et ne soient pas également une question sociale plus vaste, d'intérêt vital pour le mouvement révolutionnaire, pour lequel doivent combattre aussi bien les hommes que les femmes. La résolution n'était pas dirigée contre l'exigence de mettre en avant des revendications spécifiques pour les femmes, mais précisément le contraire, pour expliquer aux travailleurs et travailleuses les

plus arriérés que de telles revendications ne peuvent pas être écartées comme « préoccupations féminines » sans importance.

La résolution condamnait aussi le féminisme bourgeois, en faisant référence au secteur du mouvement féministe qui pensait qu'on pouvait atteindre la libération de la femme en réformant le système capitaliste. Elle exhortait les femmes à rejeter cette orientation.

En ce qui concerne les aspects organisationnels, la résolution expliquait pourquoi il ne pouvait y avoir une organisation distincte pour les femmes dans le parti et, d'autre part, pourquoi il doit y avoir des organismes spéciaux du parti pour travailler parmi les femmes. Cela devenait obligatoire, presque comme condition pour être membre de l'Internationale Communiste, que toute section organise une commission de femmes, structure qui fonctionnerait dans tous les niveaux du parti, depuis la direction nationale jusqu'aux sections ou aux cellules. Elle ordonnait aux partis de garantir qu'au moins une camarade ait la tâche permanente de diriger ce travail au niveau national. Elle créait aussi un Secrétariat International de la femme pour superviser le travail et convoquer, tous les six mois, à des conférences régulières de représentants de toutes les sections pour examiner et coordonner leur activité.

Finalement, la résolution traitait de deux types d'actions concrètes qui pouvaient aider à mobiliser les femmes partout dans le monde. Elle proposait des manifestations et des grèves, des conférences publiques qui organiseraient les femmes sans parti, des cours, des écoles de cadres, l'envoi de membres du parti aux usines où travaillaient un grand nombre de femmes, l'utilisation du journal du parti, etc. Les syndicats et les associations professionnelles de femmes étaient présentés comme les principaux terrains de l'activité. Cette résolution fut appliquée dans l'Internationale de manière très inégale, étant donné les différents niveaux de développement des sections.

Au Quatrième Congrès, fin 1922, la ligne essentielle de la résolution de 1921 fut réaffirmée. Le Congrès attira l'attention sur le fait que quelques sections, non spécifiées, n'aient pas appliqué les décisions du congrès antérieur. Le travail effectif parmi les femmes, mis en oeuvre par la section chinoise qui avait organisé les femmes selon la ligne marquée par le Troisième Congrès, fut spécialement mentionné. L'Internationale Communiste donnait beaucoup d'importance au travail parmi les femmes opprimées des pays coloniaux.

Les conceptions marxistes sur l'émancipation de la femme et leur rôle dans la lutte pour le socialisme furent transformées en thèses et résolutions au cours du Troisième Congrès de l'Internationale Communiste, réuni en 1921, donc avant la période staliniste. Cet événement, d'importance historique pour le mouvement socialiste mondial, a tracé un programme et une orientation pour le travail parmi les femmes qui, par sa clarté et sa cohérence avec les principes du marxisme, n'ont été jusqu'à maintenant dépassé par aucune autre organisation ouvrière. C'est pourquoi il continue à être valable.

Tout d'abord, l'Internationale Communiste réaffirme sa position selon laquelle la libération de la femme de l'injustice séculaire, de l'esclavage et du manque d'égalité dont elle est victime dans le capitalisme ne sera possible qu'avec la victoire du communisme.

*« Ce que le communisme donnera à la femme, le mouvement féministe bourgeois ne pourra jamais le lui donner. Tant qu'il existera la domination du capital et de la propriété privée, la libération de la femme sera impossible. »*

La femme venait de conquérir le droit de vote, et l'Internationale alertait que ce fait, bien qu'important, ne supprimait pas la cause primordiale de la servitude de la femme dans la famille et dans la société et ne résolvait pas le problème des relations entre les sexes.

*« L'égalité réelle, et non pas formelle, de la femme sera seulement possible dans un régime où la femme de la classe ouvrière est propriétaire de ses instruments de production et de distribution, en prenant part à son administration et en ayant l'obligation du travail dans les mêmes conditions que tous les membres de la classe ouvrière; c'est-à-dire que cette égalité est seulement réalisable après la destruction du système capitaliste et sa substitution par des formes économiques communistes. »*

Sur la question de la maternité, l'Internationale ne laisse pas non plus planer de doutes sur le fait que, uniquement dans le communisme, cette fonction naturelle de la femme n'entrera pas en conflit avec les obligations sociales et n'empêchera pas son travail productif. Toutefois, elle signale que le communisme est l'objectif ultime de tout le prolétariat, *« ce pourquoi, la lutte de la femme et de l'homme doit être dirigée de manière inséparable »*.

Le plus important est donc que celle qui fut une des organisations internationales les plus actives de la cause des travailleurs confirme les principes

fondamentaux du marxisme, selon lesquels il n'existe pas de problèmes spécifiquement féminins et que la femme ouvrière doit se maintenir avec sa classe, et ne pas s'unir à la femme bourgeoise.

*« Toute relation des travailleurs avec le féminisme bourgeois et les alliances de classe affaiblit les forces du prolétariat et ralentit la révolution sociale, empêchant ainsi la réalisation du communisme et la libération de la femme. »*

Enfin, l'Internationale Communiste renforce le principe selon lequel le communisme sera seulement atteint avec l'union de tous les exploités et non avec l'union des forces féminines des deux classes opposées. Elle termine en appelant toutes les femmes des travailleurs à participer activement et directement dans les actions de masses, tant dans le cadre national qu'à l'échelle internationale.

### **La IV<sup>ème</sup> Internationale (1938)**

Le programme et les méthodes révolutionnaires des premiers temps de la III<sup>ème</sup> Internationale n'ont pas pris fin avec la dégénération staliniste de cette Internationale et la contre-révolution politique en URSS, à la fin des années 1920. Ils ont survécu dans l'Opposition de Gauche Soviétique et ensuite dans l'Opposition de Gauche Internationale, qui ont donné naissance à la IV<sup>ème</sup> Internationale, dirigée par Léon Trotsky.

Avec Staline, la bureaucratie imposa à la révolution un régime d'oppression de plus en plus destructif, dans toutes les sphères, ce qui entraîna un recul énorme de toutes les conquêtes acquises par la femme dans la Révolution d'octobre. La famille fut replacée sur son piédestal, l'avortement devint à nouveau illégal, le divorce devint de plus en plus difficile, la prostitution et l'homosexualité furent considérés à nouveau comme des crimes, les garderies furent fermées ou leurs horaires réduits.

Dans son livre *La Révolution Trahie*, Trotsky a consacré un chapitre complet aux conséquences de la réaction staliniste sur la femme et la famille. Le chapitre est intitulé *la famille, la jeunesse et la culture*. Il explique les causes matérielles qui ont empêché la révolution de fournir les alternatives nécessaires au système familial et les raisons pour lesquelles la bureaucratie était obligée, dans son propre intérêt, de renforcer la famille et d'approfondir l'oppression de la femme. Après avoir affirmé que *« la Révolution d'octobre a honnêtement accompli sa promesse par rapport à la femme »*, il rappelle que :

*« On n'avait pas réussi à prendre d'assaut l'ancienne famille. Ce n'était pas faute de bonne volonté. Ce n'était pas non plus qu'elle eût une si*

*ferme assise dans les cœurs. Au contraire, après une courte période de défiance envers l'Etat, ses crèches, ses jardins d'enfants, ses divers établissements, les ouvrières et après elles les paysannes les plus avancées apprécièrent les immenses avantages de l'éducation collective et de la socialisation de l'économie familiale. »*

Trotsky rappelle toutefois que toutes ces avancées ont connu un recul avec la bureaucratisation de l'Etat Ouvrier :

*« Par malheur, la société se révéla trop pauvre et trop peu civilisée. Les ressources réelles de l'Etat ne correspondaient pas aux plans et aux intentions du parti communiste. La famille ne peut pas être abolie : il faut la remplacer. L'émancipation véritable de la femme est impossible sur le terrain de la "misère socialisée". L'expérience confirma bientôt cette dure vérité formulée par Marx quatre-vingt ans auparavant. »*

Trotsky continue en expliquant les raisons de ce recul :

*« Au cours des années de famine, les ouvriers se nourrissaient autant que possible — avec leurs familles, dans certains cas — dans les réfectoires d'usines ou les établissements analogues et ce fait fut officiellement interprété comme l'avènement de mœurs socialistes. Point n'est besoin de nous arrêter ici sur les particularités des diverses périodes — communisme de guerre, NEP, premier plan quinquennal — à cet égard. Le fait est que, dès la suppression des bons de pain, en 1935, les ouvriers les mieux payés commencèrent à revenir à la table familiale. Il serait erroné de voir dans ce retour au foyer une condamnation du système socialiste, qui n'avait pas été mis à l'épreuve. Les ouvriers et leurs femmes n'en portaient pas moins un jugement impitoyable sur l'"alimentation sociale" organisée par la bureaucratie. La même conclusion s'impose en ce qui concerne les blanchisseries socialisées où l'on vole et abîme le linge plus qu'on ne le lessive. Retour au foyer !*

*Mais la cuisine et la lessive à la maison, aujourd'hui louées avec quelque gêne par les orateurs et les journalistes soviétiques, signifient le retour des femmes aux casseroles et aux baquets, c'est-à-dire au vieil esclavage. Il est fort douteux que la motion de l'internationale communiste sur "la victoire complète et sans retour du socialisme en URSS" soit après cela bien convaincante pour les ménagères des faubourgs ! »*

En janvier 1938, dans un article intitulé *Le gouvernement soviétique applique-t-il toujours les principes définis il y a vingt ans ?*, Trotsky résume

le processus par lequel les conquêtes obtenues par la femme après la révolution furent annulées :

*« La situation de la femme est l'indice le plus clair et le plus probant qui permette d'évaluer le régime social et la politique sociale du gouvernement. La Révolution d'octobre avait fait sienne la cause de l'émancipation de la femme et créé la législation la plus progressiste sur le mariage et la famille qui ait jamais existé dans l'histoire. Cela ne veut bien entendu pas dire que le "bonheur" se soit soudainement installé dans la vie de la femme soviétique. La libération effective de la femme est impossible sans élévation générale du niveau économique et culturel, sans destruction de l'économie familiale petite-bourgeoise, ni sans création d'un système de cantines et d'éducation collective. Cependant, guidée par ses instincts conservateurs, la bureaucratie craignait la "destruction" de la famille. Elle commença à chanter les louanges du repas familial, de même que de la lessive familiale, c'est-à-dire de l'esclavage de la femme dans la famille. Pour finir, elle rétablit la qualification de l'avortement comme un crime, rabaisant la femme à la situation d'une bête de somme. Ainsi, en contradiction flagrante avec l'ABC du communisme, la caste dirigeante rétablissait la cellule la plus réactionnaire et la plus lugubre du régime de classes, la famille petite-bourgeoise. »*

### **La Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale**

A la fin des années 60 et au cours des années 70, une vague de luttes des femmes pour leurs droits se développa en Europe et aux Etats-Unis (avec des répercussions dans les pays du Tiers Monde) et conquiert, dans beaucoup de pays, d'importantes revendications. Parmi celles-ci, le droit au divorce en Italie et le droit à l'avortement en France, en Italie, en Angleterre et aux Etats-Unis. Ces mobilisations ont donné lieu à un intense débat dans le marxisme sur le caractère des luttes des femmes, les racines de leur oppression et la voie pour l'éliminer.

Mary-Alice Waters, dirigeante du SWP (Socialist Workers Party) des Etats-Unis, élaborera un document qui fut, par après, adopté par le Secrétariat Unifié de la IV<sup>ème</sup> Internationale dirigée par Ernest Mandel. Dans ce document, Waters proposait une unité de toutes les femmes dans un mouvement autonome polyclassiste et indépendant. Selon elle, les femmes de toutes les classes combattront de plus en plus unies face au capitalisme, qui est l'ennemi commun, dans une

dynamique ininterrompue jusqu'à le mettre en échec.

Pour revenir aux positions du trotskisme, la Fraction Bolchevik de la IV<sup>ème</sup> Internationale, prédécesseur de la LIT-QI, lança en 1980 le document intitulé *Les tâches du trotskisme parmi les femmes*. Ce texte non seulement répondit au document de Waters mais il sert jusqu'à aujourd'hui d'orientation pour le travail et les positions marxistes sur la question.

Ce document affirme que l'unité des femmes au-dessus des classes est impossible, étant donné les contradictions politiques et sociales de la lutte entre la révolution et la contre-révolution. Les trotskistes doivent soutenir les luttes pour les revendications démocratiques spécifiques des femmes et faire une unité d'action, mais leur participation dans de tels mouvements a pour but de gagner les femmes, principalement les travailleuses, à travers la mobilisation, pour qu'elles rompent avec la bourgeoisie et le réformisme et s'unissent à leur classe et au parti révolutionnaire.

Le document réaffirme que les trotskistes sont en première ligne de la lutte pour les revendications contre l'oppression de la femme, et à ce titre, leur programme doit inclure les demandes démocratiques comme l'avortement libre et gratuit, le divorce ou la pleine égalité légale ; il doit se prononcer pour les demandes des travailleuses et des femmes pauvres, comme un salaire égal pour un travail égal, la réduction de la journée, les garderies, les cantines et les blanchisseries collectives, pour un salaire pour la femme au foyer et pour le plein emploi pour la femme. Le document exige la représentation des femmes dans les directions syndicales et la création de commissions féminines dans les syndicats ; il se prononce pour la défense des conditions de vie de la famille ouvrière et paysanne, pour des services publics de santé, pour l'éducation et la récréation gratuites, et pour des allocations familiales.

Le document conclut en affirmant que ce programme démocratique et transitoire a un seul objectif : la mobilisation des femmes ouvrières et pauvres avec leur classe, pour la prise du pouvoir par le prolétariat et la révolution socialiste mondiale, qui seule pourra garantir la pleine et permanente égalité des femmes et de tous les opprimés.

\* \* \*

Sur de nouvelles bases, le même combat qui eut lieu dans la I<sup>ère</sup> Internationale entre les marxistes révolutionnaires et les réformistes de tous bords, sur le rôle de la femme dans la société, sur la question de savoir si son lieu prédestiné était la maison ou le monde entier, ce combat continue aujourd'hui. Inébranlables dans la défense de la révolution socialiste et l'organisation des femmes travailleuses et pauvres dans les rangs révolutionnaires, avec leur classe, les marxistes révolutionnaires maintiennent vivant le combat du mouvement socialiste international pour la libération de la femme. En contrepartie, en affirmant que le problème de la femme est un problème de genre, qui peut être résolu dans le capitalisme, et que, pour cette raison, les femmes travailleuses et pauvres doivent s'unir avec toutes les femmes, en marge de la lutte de classes, le féminisme réformiste reprend l'élément le plus arriéré du passé de la lutte des travailleurs : la femme au foyer.

Comme disait Lénine, la seule façon d'émanciper la femme est d'émanciper l'ensemble de la classe ouvrière par la révolution socialiste et la construction de nouvelles bases sociales, sans exploitation, sans oppression et avec pleine égalité entre les hommes et les femmes.



Le 8 mai 2006, vingt-deux femmes sans-papiers décident d'occuper l'église Sainte-Suzanne à Bruxelles avec leurs enfants et de se mobiliser (ci-dessus, déjà lors de la manifestation du 1<sup>er</sup> Mai). Le communiqué de presse de l'UDEF affirmait : « *En effet les femmes et leurs enfants sont les premières victimes de la politique d'immigration belge et nous leur laissons la parole. (...) Les débats autour de cette occupation seront concentrés sur la situation des femmes et de leurs enfants et de leurs difficultés de vie dans la clandestinité.* » Des occupantes précisent : « *Les femmes sont toujours oubliées... Nous avons décidé de prendre nous-mêmes notre sort en mains !* »

## **Table des matières :**

<b>Le Manifeste Communiste: un premier pas .....</b>	<b>3</b>
<b>La question de la femme dans la I<sup>ère</sup> Internationale (1864) .....</b>	<b>4</b>
<b>La femme dans la II<sup>ème</sup> Internationale (1889) .....</b>	<b>6</b>
<b>La Révolution Russe et la femme .....</b>	<b>7</b>
<b>Les résolutions de la III<sup>ème</sup> Internationale et la question de la femme (1919) .....</b>	<b>9</b>
<b>La IV<sup>ème</sup> Internationale (1938).....</b>	<b>11</b>
<b>La Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale.....</b>	<b>12</b>